

Environ 560,000 votes négatifs, hors du Québec

La presse anglo-canadienne admet maintenant que le plébiscite a porté sur la conscription — "Il n'en est pas question", ont dit les ministériels et les conscriptionnistes — Le truc est percé à jour — "Nous ne sommes pas plus avancés", dit une partie de la presse anglaise — L'opinion de la presse canadienne-française est, dans l'ensemble, en faveur du "non", maintenant que le plébiscite est clos — Du "Soleil" de Québec au "Star" de Toronto

LA CONSCRIPTION POUR OUTRE-MER D'ICI LA FIN DE 1942

Avant de reprendre la chronique des faits de guerre, — on le fera ces jours-ci, — il n'est pas mauvais de continuer à examiner les résultats du plébiscite de lundi dernier et d'analyser les réactions de la presse quotidienne du pays. Aux dernières nouvelles, il reste à venir les résultats de quelque 1,500 petits bureaux de votation dispersés un peu partout, dans des régions plus ou moins accessibles, — et dont le résultat n'influera guère sur l'ensemble déjà acquis; — et les chiffres du vote militaire, qu'on est à compiler, tant à Ottawa qu'ailleurs. Ceux-là ne seront publics que la semaine prochaine et ils devront affecter plus ou moins le résultat définitif.

Présentement, on a compté en tout et partout 4,150,589 bulletins d'électeurs et d'électrices dans le civil. De ces 4,150,589 bulletins, 2,640,308 sont affirmatifs et 1,510,281 sont négatifs. L'Ontario a donné le gros des votes affirmatifs, soit 1,195,830 "oui", et le Québec, le gros des votes négatifs, soit 952,318 "non", cela, malgré le bloc anglo-juif québécois qui a donné la plupart des 373,599 votes affirmatifs de notre province, environ 5% des électeurs de langue française, au maximum, ayant voté "oui". Environ 28 pour cent des électeurs québécois ont voté "oui", contre 84% des électeurs ontariens. Des 1,510,281 voix négatives dans l'ensemble du pays, soit 36% du vote total, 557,963 viennent d'en dehors du Québec, dont 228,000 de l'Ontario, près de 70,000 de l'Alberta, environ 68,000 de la Saskatchewan, près de 62,000 de la Colombie, plus de 52,000 du Manitoba, 41,500 du Nouveau-Brunswick et 31,600 de la Nouvelle-Ecosse. Donc le tiers des votes négatifs sont venus de l'extérieur du Québec. On ne saurait dire que le Québec seul a voté contre la conscription. Car il s'agit bien d'un vote contre la conscription, si on a tenté de faire croire aux adversaires du plébiscite qu'il ne s'agissait pas du tout de cela. La presse anglo-canadienne en bloc parle maintenant d'un vote "favorable à la conscription", demande à M. King d'aller au plus vite dans l'établissement du service obligatoire pour outre-mer; et le "Star" de Toronto affirme en dépêche d'Ottawa, dès hier soir, que "l'on s'attend que dès juin ou juillet prochain il y aura une loi de service obligatoire pour outre-mer déposée au Parlement, avant qu'il s'en aille en vacances" ou bien au plus tard dès la session d'automne". Le "Star" de Montréal disait, hier soir, qu'il n'y aura peut-être pas de conscrits pour outre-mer dès cette année, mais il fait prévoir que cela s'en vient. Pour peu que la guerre dure, en effet, M. King se verra acculé à cette mesure, d'autant qu'aujourd'hui il n'y a plus de barrière contre la conscription pour outre-mer, à ce que prétendent les conscriptionnistes, puisque la majorité a voté pour dégager le premier ministre de ses engagements envers le Québec. Car c'est bien cela, "ses engagements envers le Québec". Or le Québec a refusé de l'en dégager; et si M. King saisit le Parlement d'une loi de service militaire obligatoire pour outre-mer il le fera au mépris des engagements pris envers le Québec en septembre 1939. Quoi que l'on dise, cela reste la vérité.

LA PRESSE QUEBÉCOISE ET LE PLEBISCITE

De façon générale la presse québécoise signale la réponse négative de notre province et insiste là-dessus. La "Presse" et la "Patrie", sa soeur cadette, restent dans les généralités. Rien d'original ni de personnel. Sur la clôture avant le plébiscite, elles sont encore à la même place, après le scrutin. Le "Canada", journal du parti libéral, explique que les Canadiens français ont préféré se cantonner dans leur "isolationnisme" traditionnel, tandis que les Anglo-Canadiens n'ont peut-être pas pensé aussi exclusivement au Canada qu'ils le prétendent, quand ils ont voté "oui". De part et d'autre, on est fort loin de la véritable union des intelligences et des âmes. La principale responsabilité de cet état de choses n'est pas aux Canadiens français. Il faut malgré tout rester unis, puisque la guerre continue. L'important, c'est que le pays soit défendu "et il le sera", conclut le "Canada" (28 avril). Un autre quotidien libéral de chez nous, le "Soleil", dit que "le vote qu'ils ont donné [les Canadiens français] est absolument dans la tradition de la race et il se justifie aussi naturellement que l'amour de la liberté. Il était à prévoir et il était prévu par ceux qui comprennent la morale de l'histoire". En même temps qu'il parle ainsi, le "Soleil" publie en page de rédaction une sorte d'allégorie ("le passé garant de l'avenir") où il est question d'un homme d'Etat de probité parfaite qui tint une consultation plébiscitaire pour demander à ses mandataires de le relever, dans l'intérêt de la patrie, de tout engagement antérieur. . . "Seule la population d'une province, la plus ancienne et la plus attachée à ses traditions ancestrales, refusa, pour cause, de lui rendre sa parole". Que fit-il? "Il continua de gouverner avec efficacité et fermeté sans rien changer à la formule qui avait permis de réaliser des résultats si merveilleux. . . Devant la minorité dont il comprenait le sentiment, il ne manqua jamais à la foi jurée". Beau conte, mais c'est un conte. . . Quant à l'"Action catholique" (28 avril) qui n'a pas voulu prendre parti entre le "oui" et le "non", pendant la campagne du plébiscite et qui épilogua languement là-dessus pour finir par conseiller à ses lecteurs de voter "consciencieusement", elle dit que "quand ils le jugeront opportun nos gouvernants auront. . . toute liberté de demander au Parlement d'adopter une loi de conscription pour outre-mer" et elle ajoute qu'elle a cru et croit "encore au volontariat". Elle conclut ainsi: "Nous espérons que. . . le premier ministre fermera l'oreille aux conscriptionnistes tant et aussi longtemps que le volontariat suffira". Après? Elle se réserve et réserve son opinion, comme M. Cardin. "C'est par fidélité au contrat passé lors de la déclaration de la guerre, par correspondance

à l'éducation reçue durant 25 ans, par respect pour les engagements contractés, par conviction de mieux servir le pays" que la majorité des Canadiens français sont demeurés sourds, pour la première fois depuis 1939, au récent appel du gouvernement King. "Nous ne doutons pas que M. King manœuvrera de manière à sauvegarder toujours l'unité indispensable à un effort de guerre efficace". Deux des journaux français de la série de quotidiens de M. Nicol, la "Tribune" de Sherbrooke, et le "Nouveliste" des Trois-Rivières, disent, celui-ci, que le résultat de lundi "est loin d'être concluant", malgré toute la propagande gouvernementale de "Radio-Etat" et du Service fédéral de l'Information et bien qu'on n'ait reculé "devant aucun moyen pour. . . imposer un vote en faveur du plébiscite"; et la "Tribune", que "personne n'a raison de jeter la pierre à Québec. Surtout qu'on n'aille pas suggérer de mettre la province de Québec au ban de la Confédération parce qu'elle n'a pas voulu emboîter le pas aux autres provinces: une telle suggestion serait une infamie en même temps qu'un chantage politique de grande envergure. . . Que M. King continue de gouverner avec modération, honnêteté et bon jugement. C'est le seul moyen de préserver l'unité canadienne et d'éviter des catastrophes". Un quotidien français d'Ottawa qui a une bonne partie de son tirage dans le Québec, le "Droit", ayant constaté que la négative "ne se confine pas seulement au Québec", dit que le vote a surtout, en fait, porté sur la conscription, mais que "nombre de gens (qui ont répondu "oui") ont voulu faire confiance au premier ministre tout en étant opposés à la conscription". A l'heure présente, vu le vote affirmatif majoritaire, qu'est-ce que voudra faire le premier ministre? "Si tout ce qu'il a dit est exact, il devra maintenant ne pas perdre de temps et faire sauter la restriction légale contenue dans la loi de mobilisation de nos ressources nationales. M. King ne pourra plus se retrancher derrière ses promesses anticonscriptionnistes qu'il vient de démolir". Il devra "se rendre au désir de la majorité du pays, ou démissionner. . ."

LA PRESSE ANGLO-CANADIENNE

La "Gazette" posait dès hier matin la question, disant: Maintenant que le gouvernement a la liberté qu'il a demandée, quand commencerons-nous d'agir? Elle est revenue ce matin sur le sujet et déclare que, forcé par la campagne de presse qui veut la guerre totale, M. King a imaginé un plébiscite dont le résultat c'est que "le pays est divisé en deux camps irréconciliables". Il a aussi mis dans une situation embarrassante trois ou quatre de ses ministres. Dans un autre article, la "Gazette" dit que le Canadien français, logique, s'est fait répéter depuis quelques semaines que voter "oui", cela ne voulait pas dire la conscription; qu'il ne l'a pas cru, parce que ce n'était pas vrai; et que si le gouvernement King avait eu la franchise de dire: Oui, c'est la conscription, la réponse du Québec n'aurait pas été plus négative, elle aurait même pu être meilleure. La moyenne affirmative de 63.5% ne paraît pas satisfaisante à la "Gazette" et selon elle le plébiscite, qui était inutile, ne change rien à la situation véritable. "Where are we now?" demande-t-elle, affirmant que le résultat du vote du Québec est réellement un malheur, car il a entre autres choses baissé considérablement la moyenne d'ensemble de l'affirmative dans le pays, et cela sera interprété contre le Canada à l'extérieur, tant par ses ennemis que par ses amis. Le "Star" de Montréal s'occupe peu de la situation créée par le vote négatif du Québec, sauf qu'il regrette que la campagne de propagande lancée dans notre province par des ministres et des partisans habiles du gouvernement "soit venue trop tard pour montrer aux Canadiens français dans quelle direction devaient les conduire la véritable sagesse et le patriotisme sensé". En d'autres termes, le Québec a voté "non" parce qu'il ne vit pas clair. Comme si le Québécois de langue française ne voyait pas pour le moins aussi clair que les gens du bloc anglo-juif. Le "Herald" de Montréal constate que "nous en sommes exactement où nous étions" et il exprime l'avis que le Québec continuera son effort de guerre comme il l'a fait jusqu'ici. Si les besoins de la guerre exigent d'autres sacrifices, il faudra mettre de côté toutes considérations d'ordre politique; en d'autres termes, ne pas tenir compte de la voix du Québec. Quant au "Chronicle-Telegraph" de Québec, il demande: "Where do we go from here?" Rien n'est changé et nous ne sommes pas plus avancés après qu'ayant le plébiscite. "Tout ce qu'il a prouvé, c'est que le Québec va son chemin sans s'occuper du reste du pays. Si les autres vont du même côté, très bien, autrement il ne s'en fait pas. Et ce principe de la démocratie selon lequel la minorité accepte les décisions de la majorité, une fois le vote compté, le Québec n'en tient pas compte. Telle est la situation. . ."

Quant à la presse anglo-canadienne hors de la province, elle réaffirme, avec le "Journal" d'Ottawa, qu'il n'y a pas à tenir compte du sentiment de la minorité, car elle n'a aucun droit de mettre le veto au voeu de la majorité, en démocratie, et ce n'est pas à la minorité de déterminer la politique du pays; et avec le "Star" de Toronto que "les vues divergentes d'une province ne peuvent contre-balancer l'avis fortement exprimé des huit autres". Le "Citizen" affirme que le gouvernement sait maintenant que le pays veut la conscription, et que le Québec a voté "non" parce qu'il était mal informé. Pour tous, à commencer par le "Globe-Mail", le "oui", c'est le mandat pour la conscription outre-mer. Avant le vote, ça n'était pas cela. Depuis, que s'est-il passé? Le voile est tombé. Et voilà la face de la conscription qui se montre. Baptiste a donc très bien vu clair. — G. P.